

Communiqué de Transparency Maroc sur les événements de Ceuta

Transparency Maroc a débattu les événements qu'a connus le nord du Maroc, où plusieurs jeunes Marocaines et Marocains, notamment des mineurs, ont tenté de migrer irrégulièrement d'une manière massive à travers Ceuta, au cours de la troisième semaine de mai 2021.

Ces événements révèlent une réalité économique et sociale, où une grande partie de la population marocaine vit dans une précarité chronique, les conduisant à exercer souvent des micro-activités informelles.

Transparency Maroc attire l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur les véritables causes de cette situation inhérente aux politiques publiques suivies depuis l'indépendance et qui sont à l'origine de disparités territoriales enregistrant des retards de développement de certaines régions au Maroc, dont celle du nord. Certes, les choix et les réalisations faits au cours des 20 dernières années dans la région ont relativement permis un développement des infrastructures de base, mais ils ont participé à une dynamique industrielle tournée principalement vers l'exportation, approfondissant ainsi structurellement la dépendance économique externe, et entraînant un faible impact sur le niveau de vie des populations locales en termes de création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie. L'évolution s'est caractérisée par un accroissement des inégalités sociales et donc de la précarité de la majorité de la population, accentuée par une corruption systémique et aggravée par la pandémie du COVID19 et la fermeture sans alternative du commerce avec Ceuta.

Face à cette réalité, Transparency Maroc interpelle à nouveau les pouvoirs publics et souligne l'urgence de revoir les politiques publiques menées aux niveaux national et territorial, en priorisant l'amélioration des services publics et en encourageant les activités créatrices d'emplois et de revenus, tout en mettant en place des mécanismes de contrôle et de reddition des comptes, en vue de contribuer à l'émergence effective d'un environnement transparent favorable au développement économique et social.

Le 3 juin 2021

Le Bureau Exécutif